

# PAIX & DÉCROISSANCE

Profession de foi

Elections législatives du 30 Juin 2024

4e circonscription de Maine-et-Loire

**LE CONSTAT :** Notre civilisation a désormais dépassé les limites de ce que nous pouvons supporter écologiquement, mais aussi socialement.

Si nous en sommes là aujourd'hui, c'est parce que nous persistons à croire au mythe idéologique d'une croissance infinie dans un monde fini. La croissance économique repose sur l'exploitation des ressources naturelles, la surproduction et la surconsommation, entraînant l'accumulation d'innombrables déchets.

La croissance, telle que nous la pratiquons aujourd'hui, détruit le vivant, le climat, la diversité écologique et sociale, les sociétés traditionnelles, les savoirs vernaculaires, les cultures ancestrales... Elle est la colonne vertébrale du capitalisme fondé sur la concurrence plutôt que sur la coopération, avec comme objectif essentiel la recherche du profit, souvent individuel et si possible immédiat.

**LE TRAJET :** C'est de ce monde dont nous voulons sortir, tous ensemble, et c'est ce que ne propose aucun des courants politiques actuels, qu'il soit de droite ou de gauche.

La décroissance est donc à la fois une décrue économique, une décolonisation idéologique et une utopie politique. C'est un chemin vers d'autres horizons collectifs, une réduction de la production et de la consommation planifiée démocratiquement, pour retrouver une empreinte écologique soutenable, pour réduire les inégalités, pour améliorer la qualité de vie en lui redonnant du sens.

**LE PROJET :** Notre projet vise à restaurer des sociétés à taille humaine, une proximité dans nos décisions et une sobriété dans nos modes de vie, collectivement comme individuellement. La politique de la décroissance se construit dans les limites écologiques, dans le respect de l'opinion de chacun, dans le dialogue plutôt que dans le conflit, dans la recherche d'un avenir commun apaisé, sans visée électoraliste.

## Les propositions

- **Relocaliser** les activités économiques non néfastes, pour vivre avec des ressources renouvelables de proximité.
- **Stopper** la surexploitation des terres agricoles, l'artificialisation des sols, l'urbanisation galopante ainsi que la mise en concurrence des territoires.
- **Assurer** la souveraineté alimentaire des territoires, mettre en place des ceintures vivrières pour alimenter les villes proches, **réorienter** la production vers des modèles de polyculture-élevage respectueux de l'environnement.
- **Promouvoir** des politiques paysagères cohérentes en fonction des territoires, **préserver** la biodiversité, les écosystèmes et les espèces.
- **Arrêter** les nucléaires civils ET militaires, **sortir** des énergies fossiles et **orienter** la recherche vers des solutions décarbonées.
- **Constituer** des droits opposables à la déconnexion (territoriale, temporelle, administrative) parallèlement à un moratoire sur le financement et l'installation de nouvelles infrastructures numériques (5G, 6G, numérique à l'école...)
- **Abolir** les outils numériques de contrôle, **revenir** à des services publics de proximité par la réouverture d'antennes locales avec accueil physique pour maintenir le contact humain face au tout numérique.
- **Favoriser** le *low-tech* en orientant la recherche et l'enseignement vers des techniques simples, transparentes et conviviales qui ne dominant ni n'aliènent les humains mais renforcent leur autonomie.
- **Réduire** les inégalités de revenus en instaurant une fourchette de 1 à 4. Supprimer les revenus du capital et du patrimoine pour permettre de diminuer la fiscalité du travail.
- **Instaurer** une semaine de 4 jours avec la possibilité d'un temps partiel choisi. **Organiser** la contribution de chacun.e, selon ses moyens, aux tâches collectives et pénibles.
- **Ouvrir** le débat sur l'instauration d'un revenu universel, nationaliser les banques et soutenir les monnaies locales et régionales. **Annuler** les dettes illégitimes, au Sud comme au Nord.
- **Empêcher** l'obsolescence programmée en instaurant une garantie pièce et main d'œuvre de 15 ans minimum. Interdire ou taxer lourdement la publicité par une décision collective, libérée de l'emprise des marques.
- **Sortir** du libre-échange en assumant un protectionnisme territorial sur les marchandises, les services et les capitaux nécessaires aux sociétés humaines, pour favoriser : le local, notamment pour l'alimentation, le régional, dans le cadre de bio-régions autonomes à construire ne dépassant pas leur biocapacité de charge, le national, pour tenir compte de la réalité des États et des langues, le continental, pour tenir compte de l'imbrication actuelle des économies entre États européens.
- **Favoriser** une autre mobilité en stoppant les projets inutiles, imposés et coûteux d'infrastructures aériennes, portuaires et routières. Les transports de marchandise par rail doivent être encouragés au détriment du transport routier. Rouvrir les gares et les ports fluviaux.
- **Diminuer** les excès migratoires en délocalisant l'économie et en sortant des fables libérales sur la liberté de circuler, qui justifient l'errance économique au service de l'exploitation salariale, alors que chacun.e aspire d'abord à pouvoir vivre dignement dans son pays. Sortir du « développement », cet autre nom de la croissance motivée par le profit qui éteint toute culture autre que celle de l'occident. En attendant, savoir accueillir les migrants chassés par le changement climatique et nos guerres néocoloniales.
- **Inventer** une démocratie basée sur les bassins de vie, à l'image du projet d'un Parlement de Loire et proche des idées d'autonomie défendues par la Commune de Paris.
- **Redéfinir** le statut de l'élu pour éviter tout cumul des mandats et promouvoir l'idée d'un sacerdoce éphémère au détriment d'une carrière au long cours.
- **Démocratiser** les institutions en créant des assemblées populaires tirées au sort et disposant d'un droit de veto à côté de chaque assemblée d'élu.e.s. avec la possibilité de convoquer des jurys de citoyens pour mieux éclairer leur choix. Introduire le référendum d'initiative citoyenne avec seuil de déclenchement à 1% du corps électoral.